

le précédent, et la situation aurait continué de mûrir. La victoire du front populaire a contraint, en fait, les ouvriers à réagir, désarmés, à un putsch militaire préparé de longue date.

Si la C.N.T., avertit le gouvernement de la proximité du pronunciamiento, celui-ci se borne à faire l'éloge de l'armée. La C.N.T., en fait, ne se rend pas du tout compte de la situation réelle. Le congrès de Mai 1936 étudie la société libertaire et s'intéresse peu à la situation espagnole concrète. Les 649 délégués de 982 syndicats, représentant 500.000 membres, préconisent bien l'alliance avec l'U.G.T. (Union General de Trabajadores) mais avec des conditions inacceptables pour ce syndicat réformiste à dominante social-démocrate. Cette absence de prise de conscience des éléments avancés des classes laborieuses va coûter très cher par la suite.

2) Le soulèvement militaire.

Le 11 juillet 1936, les phalangistes se saisissent de la radio de Valence. C'est le signal du soulèvement militaire. Six jours plus tard commence la rébellion au Maroc soutenue par la Légion. Le 18, Séville tombe aux mains de Queipo de Llano. Les réactions de la gauche sont classiques. Socialistes et communistes se mettent aux ordres du gouvernement qui en appelle au loyalisme de l'armée. La C.N.T., déclanche la grève générale.

Elle ne fait qu'entériner le mouvement spontané des masses dont la réaction a été particulièrement violente lors de la tentative de coup d'Etat contre Barcelone le 19. Barcelone, Valence, Madrid sont libérés par les masses; dans les Asturies le même succès n'est enregistré qu'après la perte de bien des vies humaines due aux indécisions des autorités et du front populaire. Mais les masses sont mal armées, elles ne peuvent triompher dans toute l'Espagne et la rébellion solidement ancrée au Maroc, s'installe à Saragosse en Andalousie et en Extramadoure. (I)

3) La révolution au carrefour.

La victoire des masses, le 19 juillet à Barcelone, a mis leur organisation principale, la C.N.T. dans une position de "commandement". Mais celle-ci, malhabile, se laisse "posséder" par Companys, président de la Généralité de Catalogne (la Catalogne jouissait d'une certaine autonomie dans l'Espagne d'alors.), qui garde son poste. Les dirigeants s'amalgament

(I) Richards en profite pour examiner la politique de la CNT vis à vis du Maroc, qui fut toujours empreinte d'une grande confusion et de pas mal de mépris pour les populations autochtones.